



CODESRIA



CODESRIA

13

ème

Assemblée générale
General Assembly
Assembleia Geral
الجمع العام الثالث عشر

L'Afrique et les défis du XXIème siècle
Africa and the Challenges of the Twenty First Century
A África e os desafios do Século XXI

إفريقيا وتحديات القرن الواحد والعشرين

Les conflits lucratifs en République Démocratique du Congo et la perspective postcoloniale : état des lieux, enjeux et perspectives

Jacques Tshibwabwa Kuditshini
Université de Kinshasa

5 - 9 / 12 / 2011

Rabat Maroc / Morocco

Abstract

Depuis 1996, la RDC est le théâtre d'affrontements armés impliquant plusieurs acteurs. Il est aujourd'hui établi que les pillages de ressources naturelles dont ce pays est victime, sont la cause principale de ces conflits armés devenus récurrents. Naturellement, ces conflits ne sont pas sans lien avec la faillite de l'Etat postcolonial et l'échec du processus de démocratisation déclenché en 1990. Tous les rapports rédigés par l'ONU via ses différentes missions en RDC ou ceux de Human Rights Watch, auxquels on peut ajouter les rapports des ONG locales et internationales, n'ont cessé d'attirer l'attention de l'opinion tant nationale qu'internationale sur la dimension économique de ces différentes guerres. Par ailleurs, nombre d'observateurs avertis de l'histoire contemporaine de la RDC s'accordent pour dénoncer l'état de « tutelle politique » dans lequel se trouvent l'Etat et la société congolais. Certains politistes évoquent des enjeux liés à la mondialisation pour expliquer ces conflits armés lucratifs devenus des faits sociaux totaux. Ces auteurs ont raison. D'autres évoquent des transformations intervenues dans le champ politique sous-régional et qui ont vu émerger des nouvelles reconfigurations territoriales et politiques sur fond d'une lutte pour la conquête et le contrôle du pouvoir en Afrique central. D'autres encore convoquent la globalisation des armes et le commerce illicite de ces dernières en Afrique centrale, faisant de celle-ci un des espaces territoriaux les plus militarisés de l'Afrique, et même du monde. D'autres enfin rendent les politiques publiques défailtantes et le personnel politique du Congo responsables de ces violences qu'incarnent à la fois les milices, les mouvements rebelles, les sociétés multinationales, etc.

Malgré ces divergences d'approche, tous reconnaissent aujourd'hui que le pays est sous le contrôle des forces extérieures et que ses ressources sont l'objet de plusieurs formes de pillages : à travers les Codes minier et forestier, ou encore à travers les conflits armés. Mais la dimension coloniale de ces conflits lucratifs et de ces pillages n'est que très peu évoquée dans la littérature. En d'autres termes, les chercheurs en sciences sociales n'ont pas encore questionné ces phénomènes dans la perspective des études et de la pensée postcoloniales. Les discours les plus dominants aujourd'hui sur les conflits en RDC sont surtout d'origine extérieure, comme en témoigne d'ailleurs l'abondance production des chercheurs des Universités étrangère. Si la plupart de ces publications nous renseignent sur l'origine des conflits armés dans le Kivu(à l'Est de la RDC) , en faisant intervenir le paradigme foncier, celui de l'identité ainsi que des répertoires aussi variés comme la sécurité aux frontières et les tendances expansionnistes des sujets tutsi d'origine rwandaise, très peu de travaux ou pas du tout, ne nous renseignent sur

l'origine coloniale de ces conflits devenus actuellement lucratifs et qui semblent pourtant s'inscrire dans la droite ligne de la raison coloniale : l'exploitation et des pillages coloniaux des ressources du pays. Ce détour par le « colonial » c'est-à-dire par une pensée postcoloniale, s'impose aujourd'hui pour une meilleure appréhension des guerres économiques actuelles. Il s'agit donc de réhabiliter « le passé colonial », de l'interroger sérieusement à l'aide d'une grille de lecture qui place des auteurs comme Frantz Fanon ou Lumumba au centre des transactions. Notre entreprise consiste donc à établir un lien entre les situations coloniales de domination et d'hégémonie avec les situations postcoloniales de mise sous tutelle de la RDC et des pillages de ses ressources naturelles, matérielles, humaines et financières. Envisagée sous cet angle, cette étude permet de montrer par exemple que les guerres de contrôle des richesses de la ville de Kisangani (en RDC) par les armées de deux pays étrangers (le Rwanda et l'Ouganda) en 1999, ne sont pas en réalité des nouveautés politiques. En effet, nul n'ignore les différents conflits coloniaux entre la France, la Belgique, l'Angleterre et le Portugal pour le contrôle de l'espace territorial congolais. Et pourtant, à moins d'être naïfs, les armées rwandaises et ougandaises qui se sont affrontées sur le territoire congolais bénéficiaient des soutiens militaires et ou matériels et financières de certaines puissances Occidentales (dont celles citées ci-dessus) et des sociétés multinationales. A notre avis, la réflexion de Kanwenda Mbaya (2004) sur l'émergence des « pratiques de prédatocratie » (selon ses propres termes) est un point de départ important pour comprendre l'histoire contemporaine de la dynamique de la conflictualité lucrative au Congo Kinshasa. L'auteur développe un discours qui postule un retour sur le passé colonial belge dans le registre de la gestion politique et économique de la colonie en montrant comment la prédation, souvent présentée par certains africanistes comme une particularité africaine (et en cela il prend à contre-pied des auteurs comme Jean François Bayart, Médard, etc.), est une invention Léopoldienne d'abord, et belge ensuite, qui s'est opérée d'ailleurs sous le modèle de la violence. Il établit ensuite un lien entre les pratiques prédatrices dans l'Etat postcolonial et les mêmes pratiques dans la période léopoldienne qui a précédé la colonisation belge (1885-1908), ainsi que sous la domination coloniale belge (1908-1960). En établissant un lien entre le style de leadership colonial et postcolonial dans la gestion de l'Etat, des territoires et des ressources, Kanwenda remet en cause la méthode ou le paradigme d'historicité des sociétés africaines souvent évoqué par Jean François Bayart et place la période coloniale au centre des analyses. Selon Bayart en effet, « la situation coloniale n'a pas suspendu l'historicité des sociétés africaines » (voir L'Etat en Afrique, la politique du ventre, 1989). Ce à quoi répond Achille Mbembe, en disant : « D'un strict point de vue de méthode, à partir du XV^e siècle, il n'y a plus

d'historicité des sociétés africaines qui ne soit, elle-même, encastrée dans d'autres temps et rythmes que conditionna largement la domination européenne (La Postcolonie p.21-22).

En évoquant ces deux auteurs, l'objectif n'est pas de mettre en relief le caractère esthétique de ces argumentations, *il s'agit de mettre en exergue les enjeux méthodologiques et épistémologiques qui conditionnent la compréhension des dynamiques sociopolitiques et économiques à l'œuvre en RDC, ainsi que leur articulation avec les enjeux empiriques actuelles et passées.* Les sciences sociales congolaises et africaines du politique sont donc invitées à mettre à contribution *la sociologie historique de l'Etat et celle du management des ressources de l'Etat* pour situer l'origine coloniale de la structuration actuelle du pouvoir et de l'économie de la guerre en RDC. Il s'agit d'un travail épistémologique énorme, et même interdisciplinaire, dont nous essayons d'initier la réflexion dans ce papier via les études postcoloniales qui établissent un lien entre les représentations et les pratiques du pouvoir en colonie et en postcolonie. Cette orientation permettra de déplacer l'accent du débat actuel sur les guerres en RDC et d'initier un débat qui, alimenté par d'autres réflexions, pourrait expliquer les origines coloniales de l'hégémonie occidentale actuelle sur la RDC et ses richesses, et toutes les tentatives de placer ce pays sous une tutelle politique et économique internationale.